



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS  
2 juin 2009

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

**COMITE POUR** LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

## **NON A L'EUROPE du Capital ! POUR UNE FÉDÉRATION DES ÉTATS SOCIALISTES ! À l'occasion des prochaines élections européennes : vote classe contre classe, vote contre Sarkozy !**

### **LES GOUVERNEMENTS EUROPEENS VEULENT FAIRE PAYER CRISE DU CAPITALISME AUX TRAVAILLEURS**

Le 7 juin, les élections européennes vont se dérouler alors que la crise économique touche brutalement toutes les économies européennes. Pour les travailleurs et la jeunesse, cela signifie : licenciements et chômage croissant.

Dans chacun des pays de l'Union européenne, c'est la même politique qui est conduite : les plans de soutiens aux banques et les plans de « relance » de l'activité économique se multiplient. Ces deux types d'interventions impliquent l'endettement de l'État, dettes que la population laborieuse devra ensuite financer. En même temps, tandis que les fermetures d'entreprises se multiplient, les gouvernements réduisent les effectifs des fonctionnaires et, dans certains cas, réduisent aussi leurs salaires.

Et les travailleurs voient bien que l'Union européenne agit en défense des banques, en défense du capitalisme, et contre les intérêts des salariés. Ainsi les différents gouvernements se servent des traités européens pour justifier le refus de toute mesure sérieuse de défense de l'emploi (Par exemple : nationaliser les entreprises qui licencient ou qui ferment, les nationaliser sans indemniser les actionnaires et injecter les capitaux nécessaires pour qu'il n'y ait aucun licenciement).

### **LES TRAVAILLEURS ET LA JEUNESSE COMBATTENT**

Depuis cet hiver d'importantes mobilisations se sont développées dans nombre de pays, dont la Grèce et l'Italie. En France, contre la politique de Sarkozy, les salariés et la jeunesse ont mené de grandes mobilisations, aux Antilles et en métropole. Leurs revendications sont particulièrement claires : refus de tous les licenciements ! Retrait, abrogation, des « réformes » du gouvernement contre l'Enseignement public : réforme des lycées ; loi d'autonomie des universités (LRU) et des décrets qui en découlent...

Mais les salariés comme les étudiants se sont heurtés à la politique des dirigeants syndicaux qui « négocient » avec Sarkozy et son gouvernement. Ils se sont aussi heurtés à l'absence d'issue politique, car aucun parti ne formule de proposition pour l'unité politique immédiate contre Sarkozy, l'UMP et autres partis bourgeois.

Dans cette situation, inévitablement, une masse d'électeurs, un très grand nombre de salariés, de jeunes va faire le choix de ne pas aller voter lors des élections renouvelant le « Parlement européen ».

### **L'UNION EUROPÉENNE : DES INSTITUTIONS AU SERVICE DES ÉTATS BOURGEOIS**

En outre, le « Parlement » lui-même n'a pas de véritable pouvoir, quelque soit la majorité politique qui y siège. La réalité du pouvoir appartient au Conseil et à la Commission, lieux où les différents États et gouvernements bourgeois se mettent d'accord sur d'éventuelles mesures conformes à leurs intérêts.

Et chacun sait aujourd'hui que les institutions de l'UE sont conçues pour rendre impossible toute mesure à caractère social au niveau de l'Union.

La défiance des travailleurs à l'égard des institutions de l'UE est d'autant plus grande que leur volonté est ouvertement bafouée. Ainsi, en 2005, en France et aux Pays Bas, les électeurs ont massivement rejeté le projet de traité constitutionnel. Mais ce rejet a été contourné par les gouvernements de l'Union européenne qui se sont mis d'accord sur une nouvelle version appelée le traité de Lisbonne. Cette version est fondamentalement la même, et Sarkozy l'a fait voter directement en janvier 2008 par les parlementaires de l'UMP, du Modem, avec l'appui d'une majorité de ceux du PS.

### DU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL AU TRAITÉ DE LISBONNE

Lors du référendum de 2005, c'était un double « non » qui s'était exprimé : Non au traité constitutionnel et Non à Chirac.

Pour contourner ce rejet, les gouvernements européens ont fragmenté le texte, l'ont transformé en amendements aux traités antérieurs. L'ensemble de ces textes, au service des Etats bourgeois, interdit toute législation sociale commune (salaire minimum, retraites...) et organise la concurrence « libre et non faussée ». Ces textes poussent à détruire les acquis sociaux arrachés par les travailleurs.

En juin 2008, les Irlandais rejetaient ce second projet. Le gouvernement vient donc de décider qu'ils devront voter une nouvelle fois. Bafouer les votes déplaisants, telle est la pratique constante des gouvernements bourgeois

### VOTER CONTRE SARKOZY, VOTER CLASSE CONTRE CLASSE !

En même temps, nombre de travailleurs vont se servir de ces élections pour exprimer leur rejet de la politique de Sarkozy, car ils comprennent fort bien que la politique de Sarkozy et celle conduite dans l'UE sont complémentaires et tout aussi réactionnaires.

Face à la politique de Sarkozy, il faut alors exprimer un vote « classe contre classe » : voter contre tous les candidats des organisations bourgeoises et voter, selon ses préférences, pour les organisations issues du mouvement ouvrier, les listes PS, Front de gauche (PCF et Parti de Gauche essentiellement), NPA ou LO.

Bien évidemment, et c'est tout à fait légitime, parmi ces possibilités, certains choisiront de ne pas voter pour le PS qui a soutenu le traité de Lisbonne, et voteront pour ceux qui rejettent ce traité : LO, le NPA avec Besancenot, ainsi que le Front de Gauche (mené par Buffet et Mélenchon).

Mais d'autres travailleurs, et c'est légitime, choisiront de voter pour le Parti socialiste parce que le PS leur semble nécessaire pour constituer une alternative gouvernementale à Sarkozy. Tous ces votes traduiront une même exigence : que se réalise l'unité pour une autre politique, et pour une alternative gouvernementale à Sarkozy.

### NOTRE PERSPECTIVE : UNE UNION DES ÉTATS SOCIALISTES EUROPEENS

Quelques soient les divergences qui existent entre les partis issus du mouvement ouvrier, la responsabilité de ces partis est de réaliser l'unité contre Sarkozy, pour en finir avec Sarkozy sans attendre 2012. Tous ces partis ont appelé dans l'unité à manifester le 1<sup>er</sup> mai. Ils peuvent donc bien déclarer, dans l'unité, qu'ils sont prêts à porter au pouvoir, sans attendre 2012, un autre gouvernement, un gouvernement sans Bayrou ni autre bourgeois.

Une telle perspective est indissociable du combat uni sur les revendications qui surgissent des mobilisations, en particulier : **interdiction de tous les licenciements, rétablissement de tous les postes supprimés dans la fonction publique, abrogation de la loi d'autonomie des universités (LRU) et des décrets qui en découlent (mastérisation des concours, attaque contre le statut des enseignants), abrogation des textes qui disloquent les organismes de Recherche, abrogation des lois contre les sans papiers, de tous les textes qui renforcent l'État policier, etc...**

Il ne s'agit là que d'une transition. Il n'y aura de véritable solution qu'avec un gouvernement des travailleurs entreprenant d'exproprier banques et grandes sociétés et planifiant, sous contrôle des travailleurs, de manière démocratique la production économique. C'est par ce combat, dans tous les pays, que pourra être constituée une autre Europe, une fédération d'États socialistes.